

COMMUNIQUÉ

Fribourg, le 8 mai 2025

Une année 2024 en retrait pour les entreprises fribourgeoises L'incertitude domine pour 2025

La faiblesse de la conjoncture internationale a continué à peser sur les entreprises fribourgeoises en 2024. Le secteur secondaire a davantage souffert, en particulier la branche de la métallurgie, une partie du second œuvre dans la construction ainsi que certaines sociétés actives dans l'industrie des machines et composants électriques. Le marché de l'emploi reste positif, mais ralentit. Le haut niveau d'incertitude, surtout lié aux impacts de la nouvelle politique commerciale américaine, rendent les prévisions difficiles pour l'année. Un rebond sensible apparaît comme improbable.

Ce constat se base sur l'enquête conjoncturelle de printemps 2025 de la CCIF, menée du 24 février au 3 avril 2025. Plus de la moitié des entreprises membres de la CCIF contactées y ont participé, (37% dans le secondaire et 63% dans le tertiaire), soit 506 entreprises cumulant 25'800 emplois. Pour l'industrie et la construction, près de 15'000 emplois sont représentés.

2024: glissement accentué

Les reculs de chiffre d'affaires et de bénéfices ont touché davantage d'entreprises en 2024 qu'au cours de l'exercice précédent. Pour les sociétés en progression, la majorité fait état de hausse plutôt modestes, soit de moins de 10%. Le tableau général dénote une forme d'«engourdissement» de l'activité, sans que celle-ci ne soit toutefois en récession. La situation est plus compliquée pour le secondaire, où le niveau des affaires se situe à des plus bas depuis cinq ans. Le secteur de la métallurgie a particulièrement souffert. Plus d'un tiers des sociétés du secondaire ont dû composer avec des reculs de la rentabilité en 2024, et plus d'une sur dix avec des reculs supérieurs à 16%. Des chiffres qui se détériorent sur une période de trois ans maintenant. Les services ont mieux résisté dans leur ensemble, tout en décélérant tout de même. L'ensemble du tertiaire dénote une stagnation à un niveau encore satisfaisant.

Perspectives 2025

Les entreprises sont prudentes pour l'année en cours, avec une large proportion tablant sur des chiffres d'affaires et des bénéfices stables. Un gros tiers des sociétés de l'industrie et de la construction mise sur une hausse des ventes et des bénéfices, une proportion plus faible qu'au cours des derniers exercices. La situation est un peu plus positive dans les services, mais trois quarts des sociétés y anticipent néanmoins soit une stagnation de la rentabilité, soit une progression inférieure à 10%. Ces prévisions laissent présager une année supplémentaire de croissance faible. A souligner encore que les risques liées à la situation internationale sont très élevés.

Investissements et emplois

Entre manque de prévisibilité et faiblesse de la demande, le contexte n'est pas favorable aux investissements, malgré les taux d'intérêt à nouveau très bas. Les investissements continueront à rester sous pression, pour la troisième année consécutive. Ces années successives de ralentissement marquent par ailleurs désormais aussi leur empreinte sur l'emploi, qui avait résisté jusqu'ici. Le marché du travail devrait rester positif dans son ensemble, mais il n'y a désormais

plus que 21% des entreprises qui comptent augmenter leurs effectifs dans le courant de l'exercice, contre 27% qui l'ont fait au cours des deux années précédentes. 70% des sociétés prévoient de maintenir leurs effectifs stables et 9% de les diminuer. Le secteur secondaire devrait voir 14% des entreprises couper des postes et 19% en créer.

La situation économique au cœur des soucis

La conjoncture internationale, suspendue aux aléas des bouleversements commerciaux imposés par les Etats-Unis, mais aussi les guerres, constitue la préoccupation numéro un des membres de la CCIF (59%). Le deuxième souci majeur réside dans la difficulté à trouver des collaborateurs, qui est citée par 37% des participants à l'enquête, un chiffre en forte baisse par rapport aux 50% de 2024, mais toujours important compte tenu du contexte économique complexe. Les préoccupations suivantes sont liées à la recherche de nouveaux clients (32% contre 17% en 2024) et la concurrence (31% contre 24%). L'excès de réglementation pointe ensuite, à 22%, en hausse de quatre points sur un an.

Impact sur la trésorerie

La situation financière des entreprises subit l'impact de la dégradation de la conjoncture. Près d'un quart des participants à l'enquête (23%) a vu sa trésorerie se dégrader en 2024 tandis que 22% font état d'une amélioration. Parmi les sociétés concernées par une détérioration, 47% l'expliquent par une baisse de la demande et 46% par un ralentissement des paiements des clients.

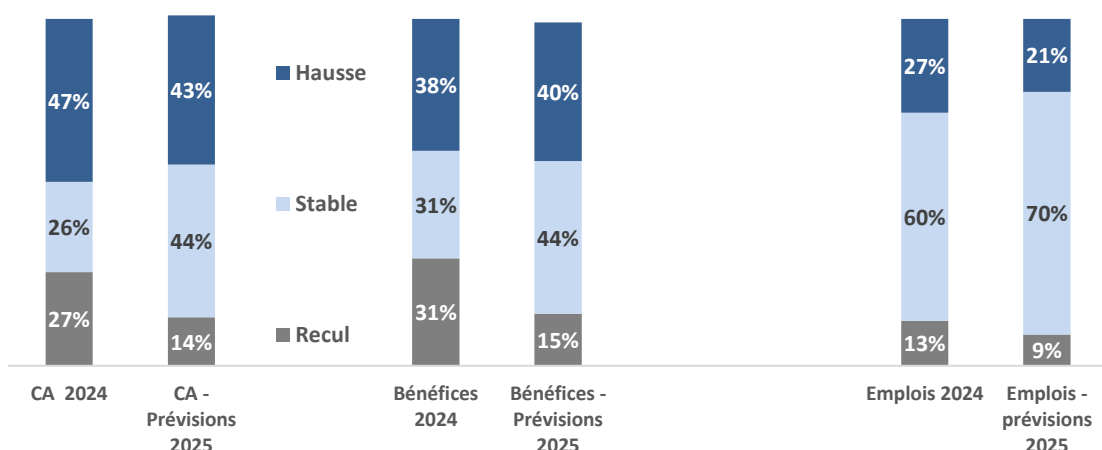
C'est sur ce dernier front – les délais de paiement – que la situation se complique pour une part toujours plus importante de sociétés: 38% des entreprises de l'industrie et de la construction font état d'un allongement des délais. Dans les services, ce taux est de 25%. Lors de la précédente enquête menée sur cette question, en 2021, il n'y avait que 28% des sociétés du secondaire et 21% du tertiaire à déplorer des délais de paiement allongés.

Le retard de paiement moyen actuel est de 41 jours, soit au même niveau qu'au cœur de la crise du coronavirus. Ce délai est même de 46 jours dans l'industrie et la construction, en progression de 1 jour. A 11,9%, le volume des retards de paiement des clients (par rapport au chiffre d'affaires) est quasi-identique à celui de 2021. Comparé à la période d'avant-covid, cela correspond à une hausse substantielle, le taux étant alors de 8,5%.

En matière d'obtention de crédits, 12% des entreprises déclarent rencontrer des difficultés. Ce sont essentiellement des petites à moyennes sociétés, qui expliquent principalement le problème par une politique restrictive des banques (80% invoquent cette raison) et une situation financière trop fragile (36%).

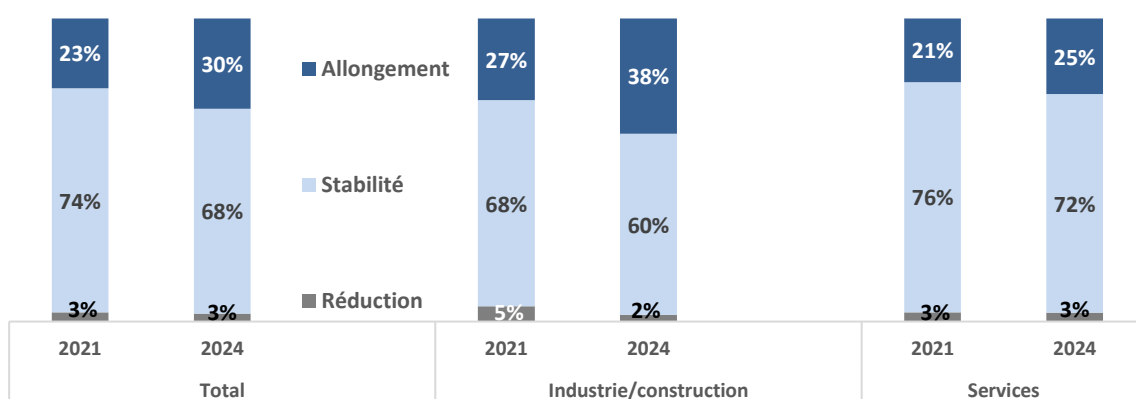
Ces tensions compliquent la gestion des entreprises. 16% des participants à l'enquête ont effet dû augmenter leur dette l'an dernier, contre 12% en 2021. Dans l'industrie et la construction, ce sont 20% des membres de la CCIF qui ont dû chercher des fonds externes, contre 16% trois ans plus tôt. Cette tendance devrait se maintenir cette année, mais de manière un peu moins marquée. A relever que la stratégie déployée par les entreprises du secondaire pour éviter un alourdissement de l'emprunt réside dans des restructurations ou réorganisations, des diminutions ou reports d'investissements ainsi que des utilisations de réserves. Chacun de ces éléments est cité par un tiers des entreprises concernées.

Perspectives de chiffre d'affaires, de bénéfices et d'emplois



506 entreprises représentant près de 26'000 emplois ont pris part à l'enquête conjoncturelle de printemps 2025 de la CCIF. Réponses collectées entre le 24 février et le 4 avril

Evolution du délai de paiement des factures



Baromètre des préoccupations

